

LE SOCIALISME

Le 9 novembre 2023.

Pratiquement tous les jours, après avoir mis en ligne la causerie du jour, je m'aperçois que j'ai oublié quelque chose ou que j'aurais pu dire les choses autrement, ça me contrarie ou m'énerve au plus haut point.

C'est la rançon de mon isolement. Je ne peux pas penser à tout ou tout mettre dans l'ordre aussi rapidement qu'il le faudrait.

Les lecteurs ne doivent pas perdre de vue que, lorsqu'on les informe quotidiennement comme je le fais depuis le 9 octobre, on dispose de très peu de temps pour prendre du recul avant de réagir à l'actualité de la veille ou de rédiger la causerie. Soit ça nous vient à l'esprit, soit on passe à côté ou on y pensera plus tard, trop tard souvent, du coup on complète une info ou on apporte des précisions le lendemain, et tant pis si les lecteurs ne lisent pas les causeries quotidiennement. Cela peut donner une impression désagréable d'amateurisme, c'est cela qui me met en colère, car je me donne beaucoup de mal pour réaliser ce travail sérieusement.

J'ai réussi à me libérer pendant deux heures pour aller faire des courses à Pondichéry entre deux ondées (mousson), j'avais programmé cette escapade depuis plusieurs jours, mais chaque fois le temps me manquait, j'ai donc dû travailler tard hier soir. Je ne sais pas comment il y a qui trouvent le moyen de s'emmerder dans la vie, parce que je trouve toujours les jours trop courts. On fait pour le mieux

Le combat héroïque du peuple palestinien me stimule, on ne peut pas en dire autant du peuple français ou des pays occidentaux qui sont des nantis à côté, ceci explique cela sans doute. Les faits me donnent encore raison, hélas, j'aurais préféré m'être trompé.

Pour terminer ce bavardage, une question à 1 centime d'euro : Y aura-t-il des manifestations en soutien au peuple palestinien samedi et/ou dimanche prochain ? J'ai cherché et je n'ai rien trouvé. Une à Nice est interdite.

La totalité du mouvement ouvrier serait-il aux abonnés absents, je ne parle pas de ceux qui iront manifester le 12 au côté du RN avec les partis acquis au sionisme et complices du génocide palestinien, aucun n'en fait partie. Si vous avez une info à ce sujet, ayez la délicatesse de m'avertir, merci d'avance.

Avec les documents et vidéos que j'ai mis en ligne sur la question palestinienne, vous disposez d'un matériel de premier choix pour défendre la cause palestinienne et comprendre la signification politique de cette guerre, qui est aussi une guerre de classes.

On n'a jamais été démuné pour combattre pour le socialisme, pour légitimer le socialisme, je dirais même qu'on n'a eu que l'embarras du choix tant les matériaux à notre disposition étaient nombreux, y compris dans leur diversité, sauf qu'apparemment on n'a pas dû utiliser les bons ou on n'a pas su les utiliser à bon escient.

Alors profitons de notre totale indépendance pour ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Beaucoup de documents ou vidéos proviennent de personnalités d'origine juive, c'est voulu, parce que personne ne pourra les accuser ou les soupçonner d'être antisémites, ni moi ou ce portail du reste, quoique la réaction puisse passer outre, on verra bien.

L'essentiel, c'est de nous en tenir à nos principes, à nos objectifs, à notre idéal.

Pour une République démocratique palestinienne, j'ai ajouté laïque, un oubli involontaire.

- A la Une du *Courrier international* : L'antisémitisme ne se cache plus.

En effet, les nazis bombardent les sémites de Gaza !

- Il y en a qui pose la question de cette manière-là : Combattre l'antisémitisme avec les soutiens à Netanyahu ? (POI)

Si Netanyahu est lui-même antisémite, ces deux postulats s'annulent ou se neutralisent, dès lors tout est possible. Bizarre que cela ne leur vienne pas à l'esprit.

- Ils s'insurgent contre un projet de loi tunisien criminalisant toute "normalisation" avec Israël, mais ils trouvent normal de criminaliser les Palestiniens.

Ils s'inquiètent de la montée de l'antisémitisme, mais ne serait-ce pas la traduction de la haine qu'ils témoignent ouvertement envers les Palestiniens.

- Macron en 2017 lors de la commémoration de la Rafle du Vel d'Hiv : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme* ».

Traduction en novembre 2023 : Nous avons réinventé l'antisémitisme pour ne rien céder à l'antisionisme ou manifester notre soutien indéfectible au gouvernement d'extrême droite israélien.

L'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme vise à interdire tout débat sur la politique des autorités israéliennes.

- La nature colonialiste, théocratique et raciste de l'État d'Israël...

Une caractérisation qui n'a pas pris une ride.

Leur humanisme est la politesse des salauds de sionistes.

- Ils se servent de l'antisémitisme afin d'empêcher l'antisionisme de s'exprimer, et pouvoir plus facilement encore réaliser un amalgame ordurier entre les deux, criminaliser ceux qui osent dénoncer la politique génocidaire du gouvernement d'extrême droite israélien.

- C'est la mauvaise conscience du petit bourgeois individualiste gavé aux profits coloniaux, qui lui dicte de regretter les morts israéliens lors de l'offensive militaire lancée par la résistance palestinienne le 7 octobre dernier. Rappelons que cette offensive militaire visa une zone illégalement occupée par les sionistes, par conséquent elle fut parfaitement légitime.

Parole de juif. Honte d'être juif !

- En mars 2013, Shlomo Sand résuma ainsi les motivations qui l'avaient conduit à écrire son livre publié en 2008, *Comment le peuple juif fut inventé* :

« Supportant mal que les lois israéliennes m'imposent l'appartenance à une ethnie fictive, supportant encore plus mal d'apparaître auprès du reste du monde comme membre d'un club d'élus, je souhaite démissionner et cesser de me considérer comme juif. ».

Ce sont les sionistes qui en ont fait une insulte.

Selon le standard adopté par les autorités de l'Etat des juifs (la formule officielle), être juif, c'est obligatoirement être sioniste, c'est aussi celle du CRIF en France, on comprend que cela répugne à de nombreuses personnes ayant adopté le judaïsme ou caractérisées de juives dès leur naissance.

En déclarant qu'Israël était un Etat juif fait pour les juifs ils ont ostracisé, ravalé au second rang, éliminé tous ceux qui n'étaient pas juifs, selon le principe de l'épuration ethnique des racistes, voici ce qu'en disait en 2008 l'historien juif israélien Shlomo Sand :

- « Israël, soixante ans après sa fondation, refuse de se concevoir comme une république existant pour ses citoyens. Près d'un quart d'entre eux ne sont pas considérés comme des Juifs et, selon l'esprit de ses lois, cet Etat n'est pas le leur. En revanche, Israël se présente toujours comme l'Etat des Juifs du monde entier, même s'il ne s'agit plus de réfugiés persécutés, mais de citoyens de plein droit vivant en pleine égalité dans les pays où ils résident. Autrement dit, une ethnocratie sans frontières justifie la sévère discrimination qu'elle pratique à l'encontre d'une partie de ses citoyens en invoquant le mythe de la nation éternelle, reconstituée pour se rassembler sur la « terre de ses ancêtres ». »

Aveuglés par leur dogmatisme pathologique, ils auront tous cru au récit des sionistes qu'ils auront colporté à leur tour.

Groupe marxiste internationaliste - 16 octobre 2023 :

- Samedi 7 octobre, la barbarie a franchi un nouveau pas en Palestine : d'abord par l'attaque du Hamas au sud-ouest d'Israël avec environ 1 400 personnes massacrées délibérément, pour la très grande majorité des civils, femmes, enfants, jeunes et personnes âgées...

Qui sont les occupants et qui sont les occupés. Ils le savent, ils le disent eux-mêmes, par conséquent ce n'est pas un gros mot de le dire.

La bande de Gaza, un territoire marqué par des décennies d'occupations étrangères - rfi.fr 8 novembre 2023

Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la bande de Gaza n'a cessé d'être contrôlée par des entités étrangères.

Gaza est tour à tour passé entre les mains du Royaume-Uni, de l'Égypte, et d'Israël.

L'Organisation des Nations unies (ONU) crée Israël le 14 mai 1948. Mais l'État hébreu s'accapare un territoire plus grand que ce qui lui avait été octroyé.

Israël, considérant le Hamas comme une organisation terroriste, instaure un blocus terrestre, aérien et maritime. Depuis 2007 et jusqu'à aujourd'hui, tout ce qui entre ou sort de Gaza est surveillé, une liste de produits interdits a été établie, la nourriture est rationnée... Et la zone est grillagée, ceinturée par un mur en béton sur terre et sous terre, fidèle à son image de « *prison à ciel ouvert* ». rfi.fr 8 novembre 2023

Parole d'internaute.

- Le monde pense que Gaza est occupé par Israël. La vérité, c'est que le monde est occupé par Israël à l'exception de Gaza.

(Après les propos tenus par Rony Brauman (ex-président de médecin sans frontière) sur Israël)

- Le malheur dans tout ça c'est que si c'était un musulman qui tenais des propos comme ça sur un plateau TV en France il serais condamné pour apologie du terrorisme.

- " *Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment*" Malcom X

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan des frappes israéliennes sur la bande de Gaza depuis le 7 octobre s'est alourdi à 10 569 morts, dont 4 324 enfants, 2 823 femmes et 649 personnes âgées, et plus de 26 475 blessés », a précisé Ashraf al-Qudra.

Et le porte-parole du ministère d'ajouter : « *L'occupation israélienne a perpétré 27 massacres au cours des dernières heures, qui ont coûté la vie à 241 personnes* ».

Et Ashraf al-Qudra d'ajouter : « *49 % des victimes recensées au cours des dernières heures étaient du sud de la bande de Gaza, ce qui infirme les allégations de l'occupation israélienne selon lesquelles le sud de l'enclave était un endroit sûr* ».

« *Nous avons enregistré 2 550 signalements concernant des personnes portées disparues sous les décombres, dont 1 350 enfants depuis le début de l'agression israélienne* », a-t-il fait observer.

Ashraf al-Qudra a souligné, en outre, que « *193 membres du personnel de santé ont été tués et 45 ambulances ont été complètement détruites à la suite de l'agression israélienne sur la bande de Gaza* ». aa.com.tr 8 novembre 2023

Les Brigades al-Qassam du Hamas ont assuré avoir détruit 18 chars et véhicules militaires israéliens depuis le matin de ce mercredi dans les zones de combat terrestre dans la bande de Gaza à l'aide d'obus al-Yassin 105.

Selon leurs revendications ont été visés entre autres

- un char et un véhicule de transport dans le camp al-Shati'
- 7 chars au nord de la place al-Tawam
- un char au nord de Beit Lahia, dans la région al-Salatine
- deux chars au sud-ouest de Gaza

Les Brigades ont aussi assuré avoir visé un attroupement de soldats infiltrés dans le sud de Gaza à proximité de leur véhicule avec un missile antichar guidé de type Konkours.

Dans une intervention ce mercredi, le porte-parole des Qassam Abou Ubaïda a révélé que son groupe a répertorié 136 chars et véhicules israéliens qui ont été détruits partiellement ou entièrement.

Dans la soirée, ils ont indiqué avoir tendu une embuscade à une force israélienne dans la région Cheikh Ijline, tuant et blessant un certain nombre de soldats. Ils ont publié une vidéo des images des combats sur les deux axes nord et sud de la ville de Gaza ces deux derniers jours.

Les Brigades al-Qods du Jihad islamique ont revendiqué des tirs de roquettes sur les colonies Gush Dan, Sderot, Meflasim, Alomim, Kfar Eza et Nir Yitzhak.

Ils avaient indiqué auparavant avoir détruit un char israélien de type Merkava 4 BAZ sur l'axe nord-ouest de Gaza à cheikh Radwan, à l'aide d'un obus Tandem anti tank.

Il est en outre question qu'Israël a demandé aux Etats-Unis de lui acheter 200 drones suicide de type Switch Blid 600.

Selon le *New York Times*, le président des achats au sein de l'armée américaine a déclaré qu'Israël a loué deux systèmes de défense anti missile de type Dôme de fer et Tamyra.

Le Conseil de sécurité échoue à adopter une déclaration portant sur un cessez-le-feu dans la bande de Gaza - Afrique Media 7 novembre 2023

L'organe exécutif de l'Onu a tenu, lundi, une réunion à huis clos, la troisième en un mois, pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu dans la guerre déclarée par Israël à la bande de Gaza.

L'ambassadeur adjoint des États-Unis auprès de l'Onu, Robert Wood, a déclaré aux journalistes à l'issue de la réunion, que les 15 membres du Conseil de sécurité *“ne sont pas parvenus à un accord en ce sens”*. Afrique Media 7 novembre 2023

Vice-Premier ministre belge : pour imposer des sanctions à « Israël » et suspendre son partenariat avec l'Europe - french.almanar.com.lb 8 novembre 2023

La vice-Première ministre belge Petra De Sutter a déclaré au journal belge Nieuwsblad que *« le moment était venu d'imposer des sanctions à Israël »*, alors que son agression contre la bande de Gaza se poursuit pour le 33ème jour.

Elle a ajouté que *« larguer des bombes comme la pluie est un acte inhumain »*, notant *« qu'il est devenu clair qu'Israël ne se soucie pas des appels internationaux de cessez-le-feu »*.

De Sutter a également appelé l'Union européenne *« à suspendre immédiatement l'accord d'association avec Israël, qui vise à améliorer la coopération économique et politique, et à imposer une interdiction sur l'importation de produits en provenance des territoires palestiniens occupés »*.

Elle a appelé également à empêcher *« les colons violents, les hommes politiques israéliens et les soldats responsables de crimes de guerre d'entrer dans l'Union européenne »*. french.almanar.com.lb 8 novembre 2023

Sunak fait pression sur la police britannique pour qu'elle interdise le rassemblement pro-palestinien - english.almayadeen.net 8 novembre 2023

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak critique le commissaire de la police métropolitaine pour avoir approuvé la manifestation de samedi en solidarité avec Gaza.

Le gouvernement britannique a exercé une pression croissante sur la police pour qu'elle interdise une manifestation pro-palestinienne qui devait se tenir à Londres le jour de l'armistice, samedi 11 novembre.

Le Premier ministre Rishi Sunak a déclaré qu'il tiendrait le commissaire de la police métropolitaine "*responsable*" pour avoir approuvé la manifestation de ce samedi en solidarité avec la Palestine.

Ces derniers jours, le soutien inébranlable du Royaume-Uni à "*Israël*" s'est manifesté par une action policière agressive contre les manifestants pro-palestiniens, l'interdiction des événements de solidarité et des rassemblements dans tout le pays, des campagnes de dénigrement anti-palestiniennes dans les médias, et une approbation inébranlable du "*droit israélien de se défendre*".

En outre, le Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni élabore des plans qui pourraient aboutir à l'expulsion d'étudiants, d'universitaires et de travailleurs étrangers pour avoir exprimé leur soutien à la résistance palestinienne ou critiqué l'agression israélienne en cours.

États-Unis. La Chambre des représentants réprimande la députée d'origine palestinienne Rashida Tlaib - courrierinternational.com 8 novembre 2023

Seule Américaine d'origine palestinienne au Congrès américain, l'élue démocrate a été visée par une motion de censure le 7 novembre. Une sanction symbolique pour ses prises de position sur la guerre entre Israël et le Hamas.

Le 7 novembre, la Chambre des représentants, à majorité républicaine, a finalement voté, à 234 voix contre 188, une nouvelle motion de censure déposée par le député républicain de Géorgie Rich McCormick, accusant Rashida Tlaib d' "*avoir proféré des mensonges autour de l'attaque terroriste du 7 octobre perpétrée par le Hamas et d'avoir appelé à la destruction de l'État d'Israël*", explique le New York Times.

Il est notamment reproché à la députée sa reprise du slogan "*Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre*", "*un cri de ralliement propalestinien que beaucoup interprètent comme un appel à la destruction d'Israël et que l'Anti-Defamation League [la principale organisation américaine de lutte contre l'antisémitisme] considère comme antisémite*", poursuit le quotidien.

"*Je n'en reviens pas de devoir le dire, mais les Palestiniens ne sont pas un peuple jetable*", a-t-elle notamment déclaré.

Rashida Tlaib a ajouté que ses critiques ont toujours visé le gouvernement d'Israël et non les Israéliens et a tenu à prévenir ses collègues que le mouvement pour un cessez-le-feu ne cessait

de grandir, concluant : “*Vous pouvez toujours essayer de me censurer, vous n’arriverez pas à réduire ces voix au silence.*” courrierinternational.com 8 novembre 2023

France occupée. (Vigipirate, Sentinelle)

Comment Macron et les francs-maçons hystériquement sioniste piétinent au besoin la laïcité et la République.

"*S'en prendre à un juif*", "*c'est toujours chercher à atteindre la République*", a prévenu le chef de l'Etat devant le Grand Orient de France, principale obédience française de francs-maçons. AFP 8 novembre 2023

Comment la France se porte garant du massacre de Gaza.

Nice: la manifestation pro-palestinienne du 11 novembre interdite par la préfecture - bfmtv.com 8 novembre 2023

La préfecture des Alpes-Maritimes interdit la nouvelle manifestation pro-palestinienne prévue ce samedi 11 novembre à Nice. Pour justifier sa décision, elle évoque "*les risques de troubles à l'ordre public, d'affrontements*" ainsi que "*la persistance de la menace terroriste et la recrudescence d'actes antisémites*".

Devinez qui fait du zèle, qui sont les plus réactionnaires ?

Montpellier : le préfet de l'Hérault saisit la justice après des propos "*faisant l'apologie du terrorisme*", lors de la manifestation en soutien au peuple palestinien - francetvinfo.fr 5 novembre 2023

Le sénateur de l'Hérault Hussein Bourgi (PS) et la Licra ont également saisi la justice à la suite de ces propos.

La Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) a publié ce dimanche sur son propre compte X une vidéo tournée en marge de cette manifestation. On y voit un homme qui évoque l'attaque du 7 octobre en Israël par le Hamas comme étant un "*acte de résistance*".

Pour François-Xavier Lauch, préfet de l'Hérault, les propos tenus sont "*extrêmement graves*". francetvinfo.fr 5 novembre 2023

J-C - J'ajouterai, héroïque ! Personnellement j'ai tout lu et son contraire sur le Hamas, on y reviendra donc plus tard.

Quand le Conseil d'Etat se transforme en tribunal d'exception sioniste.

Le Conseil d'Etat donne son feu vert à l'expulsion d'une militante palestinienne - AFP/actu.orange.fr 8 novembre 2023

Le Conseil d'Etat a donné son feu vert mercredi à l'expulsion de la militante palestinienne Mariam Abou Daqqa, infirmant une décision du tribunal administratif de Paris qui avait suspendu l'arrêté d'expulsion pris par le ministère de l'Intérieur à son encontre.

"Le ministre de l'Intérieur est fondé à soutenir que c'est à tort que la juge des référés du tribunal administratif de Paris a suspendu l'expulsion" de la militante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation de gauche radicale qualifiée de "terroriste" par Israël et l'Union européenne, a estimé le Conseil d'Etat pour justifier l'annulation de l'ordonnance du tribunal administratif de Paris.

La plus haute instance juridique administrative française reconnaît "*qu'aucun trouble matériel à l'ordre public n'a été constaté*" à l'occasion des interventions publiques de Mme Abou Daqqa, âgée de 72 ans, sur le sol français.

Il fait cependant valoir dans son ordonnance que Mme Abou Daqqa est "*non seulement demeurée membre du Front populaire de libération de la Palestine mais qu'elle est une +dirigeante du mouvement+*". Or, rappelle le Conseil d'Etat, le FPLP "*a commis, de 2002 à 2015, 13 attentats contre des civils israéliens, faisant de nombreuses victimes*". (Les Palestiniens n'avaient pas d'autres moyens pour alerter le monde entier sur leur condition épouvantable... – J-C)

"*Les hostilités dont le Proche-Orient est actuellement le théâtre, à la suite des attaques commises par des membres du Hamas sur le territoire israélien le 7 octobre 2023, sont à l'origine d'un regain de tensions sur le territoire français, qui s'est notamment traduit par une forte recrudescence des actes à caractère antisémite*", a argumenté le Conseil d'Etat.

"*La présence sur le sol français, en vue de s'exprimer sur le conflit israélo-palestinien, d'une dirigeante d'une organisation (ayant) revendiqué des attentats contre des civils israéliens est ainsi susceptible de susciter de graves troubles à l'ordre public*", a estimé le Conseil d'Etat.

Alors que Mme Abou Daqqa "*ne peut se prévaloir d'aucune attache en France, pays dans lequel elle est arrivée en septembre dernier et dont elle ne parle pas la langue, son expulsion ne peut être considérée (...) comme portant une atteinte gravement illégale à sa liberté d'aller et venir, ni, en tout état de cause, à sa liberté d'expression*", a-t-il tranché.

J-C – Vous avez lu, il n'existe pas d'interprète en France, ils osent tout les scélérats !

Le gouvernement et les parlementaires sont sur le point d'adopter une nouvelle loi sur l'immigration encore plus restrictive que les précédentes, et dans ce projet de loi il y a un passage relatif à la langue française, qui stipule que ceux ou celles qui demandent un visa longue durée (4 ans) devront passer avec succès un examen de français pour l'obtenir, sans quoi ils seront expulsables.

Totalitarisme. Un régime d'exception toujours plus répressif.

Condamnée à cinq mois ferme pour avoir craché sur une kippa - AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

Une jeune femme de 18 ans a été condamnée lundi à cinq mois d'emprisonnement ferme pour un acte antisémite; avoir craché sur la kippa d'un homme dans le centre d'Avignon, a-t-on appris mardi auprès du parquet.

Jugée en comparution immédiate lundi, elle a été condamnée pour injure envers une personne à raison de son origine ou de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Sa peine est aménageable sous forme de bracelet électronique, a détaillé auprès de l'AFP la procureure de la République Florence Galtier, confirmant une information de la presse locale. AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

J-C – Ils sont beaucoup moins regardants quand il s'agit d'actes ou d'outrages commis envers un Arabe, parce que dans neuf cas sur dix il n'osera pas porter plainte. Et pour cause, par crainte qu'elle se retourne contre lui, j'ai aussi connu cela de la part de policiers indiens. Après avoir porté plainte après une agression caractérisée, j'avais quand même le visage en sang, j'ai été accusé d'avoir provoqué mes agresseurs qui en ont profité pour porter plainte contre moi, véridique.

L'acte est certes très con. Cependant, s'il fallait sanctionner tous les cons de la Terre, selon les critères laissés à l'appréciation de chaque ministre, préfet, magistrat ou policier, n'importe qui pour bien faire, l'espèce humaine serait décimée ou en voie d'extinction !

Cela va de pair avec leur volonté de nous imposer un changement de comportement dans tous les domaines...

Même cette liberté vous sera coupée.

Votre ballon d'eau chaude peut désormais être coupé pendant les heures creuses du midi - AFP/actu.orange.fr 8 novembre 2023

Depuis un arrêté en date du 4 novembre, Enedis a la possibilité de couper le démarrage automatique des chauffe-eau sur la plage horaire des heures creuses méridiennes, c'est-à-dire entre 12h et 14h, rapporte Actu.fr, mercredi 7 novembre. Cette mesure d'interruption ponctuelle vise en effet à anticiper d'éventuelles pénuries à venir lors de la période hivernale.

Dans les faits, les personnes visées par la mesure sont celles ayant souscrit une offre en heures pleines/heures creuses. Ainsi, pour les quelque 4,2 millions de clients concernés, les ballons d'eau chaude seront chauffés uniquement sur la tranche horaire nocturne. Mis en place dès à présent, le dispositif devrait durer au moins jusqu'au 9 mars 2024, voire jusqu'au 1er avril

comme cela est précisé dans l'article 2 de l'arrêté publié au Journal Officiel, lundi 6 novembre.
AFP/actu.orange.fr 8 novembre 2023

Santé.

La dictature sanitaire continue.

Nouvelle étude de Didier Raoult: l'ANSM saisit à nouveau la justice, le gouvernement condamne - AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

L'agence du médicament a annoncé mardi à l'AFP une nouvelle saisine de la justice après la publication récente d'une étude de Didier Raoult basée sur des essais cliniques non déclarés au sein de l'IHU de Marseille, condamnée par le gouvernement et l'AP-HM.

"L'ANSM a bien connaissance de la nouvelle étude publiée dans la revue +New microbes and new infections+, qui n'a effectivement pas obtenu l'autorisation de l'ANSM et l'avis favorable d'un comité de protection des personnes, nécessaires et obligatoires pour garantir la sécurité des patients. L'ANSM a saisi de nouveau la justice au titre de l'article 40, comme lors de la publication du pré-print", a indiqué l'agence, sans préciser la date de saisine.

Le gouvernement condamne une *"nouvelle violation des règles éthiques"*, ont indiqué à l'AFP les ministres de la Recherche et de la Santé, Sylvie Retailleau et Aurélien Rousseau.

L'étude publiée dans *"New microbes and new infections"* en octobre porte -comme la pré-publication finalement retirée en juin par ses auteurs- sur plus de 30.000 patients traités en 2020 et 2021, et démontre les supposés bénéfiques de l'hydroxychloroquine dans le traitement précoce du Covid.

Une pré-publication, ou pré-print, désigne un article pas encore revu par d'autres scientifiques que les auteurs de l'étude, avant d'être éventuellement publié dans une grande revue scientifique.

Si Didier Raoult n'exerce plus à l'IHU-MI depuis plus d'un an, l'étude porte la signature de quatre autres chercheurs, dont trois encore en poste à l'Institut marseillais, et du cardiologue américain Peter McCullough, figure de proue des personnes hostiles à la vaccination Covid aux Etats-Unis. AFP/actu.orange.fr 7 novembre 2023

Comment Big Pharma engraisse.

Les États-Unis approuvent le Zepbound, un médicament très attendu contre l'obésité - AFP/LePoint.fr 9 novembre 2023

Les autorités sanitaires américaines ont annoncé avoir approuvé mercredi 8 novembre un médicament très attendu contre l'obésité du groupe américain Eli Lilly, dernier entrant sur un

marché devenu majeur pour l'industrie pharmaceutique. Le traitement, qui sera commercialisé sous le nom de Zepbound aux États-Unis, est administré par injection une fois par semaine.

Son usage doit être combiné avec de l'exercice et un régime alimentaire peu calorique, précise la FDA.

L'agence américaine avertit contre les effets secondaires possibles : nausée, vomissements, constipations, douleurs abdominales... Le prix a été fixé par Eli Lilly à 1 060 dollars par mois, a fait savoir l'entreprise américaine dans un communiqué, qui s'attend à ce que le traitement soit disponible dans le pays « *d'ici la fin de l'année* ». Ce prix onéreux, similaire à celui des traitements de la même classe, pose un problème d'accès pour les patients, car les médicaments contre l'obésité ne sont fréquemment pas remboursés par les assurances santé aux États-Unis.

Selon une analyse de JP Morgan, les analogues du GLP-1 représentent un marché à 140 milliards de dollars d'ici 2032, qui restera dominé par Eli Lilly et le laboratoire danois Novo Nordisk.

Un problème pointé du doigt par les experts est que ces traitements doivent être pris sur le long voire le très long terme, sous peine de reprendre le poids perdu. Aux États-Unis, environ 40 % des adultes souffrent d'obésité. AFP/LePoint.fr 9 novembre 2023

Slovaquie

Slovaquie : le gouvernement bloque une livraison de munitions de 40 millions d'euros destinée à Kiev - AFP/RT 8 novembre 2023

«*Le gouvernement n'approuve pas la proposition de don d'équipement militaire à l'Ukraine*» d'une valeur de 40,3 millions d'euros, est-il indiqué sur le site officiel du gouvernement slovaque ce 8 novembre.

«*Si une entreprise [slovaque] veut fabriquer des armes quelque part et les fournir [à l'Ukraine], personne ne l'en empêchera*», a déclaré le 7 novembre Robert Fico.

Depuis le début du conflit en Ukraine, la Slovaquie a transmis à Kiev des équipements militaires d'une valeur estimée à 671 millions d'euros. AFP/RT 8 novembre 2023

Bangladesh

J-C – En Inde la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie est identique.

Pourquoi l'immense majorité des centaines de millions de véhicules en tout genre qui sillonnent les routes du pays, sont dans un état épouvantable, même des poids lourds et des bus roulent avec des pneus réchappés ou n'ont pas de clignotants ou de feux arrières ? Pourquoi l'immense majorité des habitations sont dans le même état ou crasseuses, la peinture

plus que défraîchie ? Pourquoi de plus en plus d'hommes portent la barbe ? Parce que les lames de rasoir coûtent trop cher, je ne plaisante pas. Il faut choisir entre se raser ou acheter du lait ou des légumes pour bouffer ou encore acheter des médicaments. Mais cela on ne vous le dit pas en occident, on vous explique que des centaines de millions d'Inde sont sortis de la pauvreté depuis 30 ans, etc. un pur mensonge en vérité.

Bangladesh: les ouvriers du textile demandent une meilleure augmentation, la grève se tend encore - rfi 8 novembre 2023

Au Bangladesh, le mouvement de grève continue depuis deux semaines dans le secteur de la confection textile, après que les principales organisations syndicales ont refusé, mardi 7 novembre, une proposition du patronat sur l'augmentation de leur salaire minimum. Les ouvriers de ce secteur, qui fabriquent des habits pour les grandes marques occidentales, réclament un doublement de leur salaire, aujourd'hui d'environ 70 euros par mois. La situation sur place s'envenime.

Une ouvrière gréviste est décédée, mercredi 8 novembre dans la matinée, durant des affrontements avec la police autour des sites des usines, et deux autres ont été blessés. Cela porte à trois le nombre d'ouvriers morts en deux semaines de grève, et montre la détermination de ces travailleurs du textile. Leur salaire minimum n'a en effet pas été augmenté depuis presque cinq ans, et mardi, le patronat a proposé de l'élever de 56%, à 106 euros par mois.

Mais considérant l'importante inflation, cela est loin d'être suffisant, affirme Kalpona Akter, la présidente de la Fédération des travailleurs du textile : « *Depuis 2018, beaucoup d'aliments ont augmenté de 150 à 200%. Tout ce qui constitue la base de la nourriture des ouvriers a doublé, comme les oignons, le riz et les lentilles. Donc, avec leur salaire, ils ne peuvent vivre que 20 jours à présent, et le reste du mois, ils vivent à crédit. Et cela ne devrait pas arriver quand les patrons, les marques et les distributeurs font des profits.* »

Le gouvernement a, pour l'instant, accepté la proposition du patronat, et ce salaire minimum de 106 euros par mois pourrait entrer en vigueur en janvier prochain. rfi 8 novembre 2023

Panama

J-C – Qui a dit que le colonialisme était terminé ?

Panama: les manifestations contre le projet minier de Donoso se poursuivent et font deux morts - rfi 8 novembre 2023

Depuis le 20 octobre, la crise se poursuit au Panama, des manifestants dénoncent le renouvellement d'un important contrat minier signé par le gouvernement avec une compagnie canadienne. Plusieurs secteurs sont en grève, et la stratégie des opposants consiste à bloquer la circulation, dans la capitale et sur les principaux axes routiers. Les écoles restent fermées, et une manifestation de professeurs a fait deux morts.

Dimanche, le ministère de l'Éducation avait annoncé la réouverture des écoles, après deux semaines de suspension forcée par la grève des enseignants conjuguée aux difficultés de circulation. Mais les syndicats de professeurs ont très vite répondu qu'ils ne reprendraient pas les cours tant que ne serait pas réglé le problème de la mine.

Ce mardi 7 novembre, après un long week-end férié dû à la fête nationale, il y avait plus de chance de croiser le corps enseignant sur les différents points de rassemblements, en ville ou sur la route panaméricaine, plutôt que dans les classes, rapporte notre correspondant à Panama City, Grégoire Pourtier. Plusieurs avenues de la capitale ont été bloquées par de petits groupes de manifestants, tandis que l'autoroute interaméricaine est depuis plusieurs jours coupée en plusieurs tronçons, affectant l'approvisionnement du pays en nourriture ou carburant.

Un automobiliste a ouvert le feu sur deux manifestants

Si les dernières semaines avaient déjà été marquées par des dispersions au gaz lacrymogène, du vandalisme dans certains quartiers de Panama City, et un millier d'arrestations, la situation a vraiment dégénéré. À Chame, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, un nouveau blocage de la circulation par des enseignants, a excédé un automobiliste qui a fait feu avec une arme sur les manifestants, tuant deux personnes. L'homme, un avocat panaméen et américain de 77 ans, a immédiatement été interpellé par la police.

Sur X (anciennement Twitter), le président Laurentino Cortizo a exprimé ses condoléances aux familles des défunts. « *C'est un acte qui n'a pas sa place dans une société aussi solidaire que la nôtre* », a-t-il déclaré. Des appels à manifester ce mercredi en mémoire des deux manifestants ont déjà été lancés.

L'approvisionnement du pays en nourriture et carburant perturbé

Les manifestants protestent contre le renouvellement pour quarante ans du contrat d'exploitation de la plus grande mine de cuivre d'Amérique centrale par la compagnie canadienne First Quantum minerals (FQM), conclu le 20 octobre. Laurentino Cortizo a tenté d'apaiser la colère des manifestants, inquiets de l'impact potentiel sur l'environnement et des contours légaux de ce contrat, en proposant un référendum. Mais son organisation a été refusée par le Tribunal électoral.

C'est finalement la Cour suprême qui devra trancher sur ce renouvellement du contrat d'exploitation qui, selon le gouvernement, rapportera à l'État 375 millions de dollars par an, soit dix fois le montant de l'accord initial. Le gouvernement met par ailleurs en garde, en cas de non-renouvellement, contre la perte de 8 000 emplois directs et 40 000 indirects, et la probabilité de poursuites judiciaires coûteuses devant les tribunaux internationaux.

La gigantesque mine de cuivre à ciel ouvert, située à 240 kilomètres de la ville de Panama, génère 4% du PIB et 75% des revenus à l'exportation du pays. En février 2019, la mine produisait environ 300 000 tonnes de concentré de cuivre par an. Le Parlement a adopté la semaine dernière un moratoire sur l'autorisation de nouvelles concessions qui n'a cependant pas apaisé le mouvement de protestation. rfi 8 novembre 2023

J-C – On peut tout justifier à les entendre. Le discours des colons, comme en Palestine occupée.